



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° DGFIP-DGS-2400034 du 03/02/2025

Relatif à la maintenance des certificateurs de câblage FLUKE et prestations associées.

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) comporte 20 pages

Table des matières

1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
2 - PROCEDURE DE PASSATION.....	3
3 - ALLOTISSEMENT.....	3
4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	3
5 - DUREE DU MARCHÉ.....	3
5.1 Cadre général.....	3
5.2 Reconduction du marché.....	3
6 - MONTANT MAXIMAL.....	4
7 - LIEU D'EXECUTION.....	4
8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
9.1 Délais d'exécution des prestations.....	4
9.2 Emission et exécution des bons de commande.....	5
9.3 Constatation de l'exécution des prestations.....	6
10 - EVOLUTION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION.....	6
11 - REGIME FINANCIER.....	7
11.1 Forme et contenu des prix.....	7
11.2 Modalités de revision des prix.....	7
12 - FACTURATION.....	8
12.1 Modalités de facturation.....	8
12.2 Mentions obligatoires.....	8
12.3 Transmission des factures.....	9
12.4 Modalités de paiement.....	9
13 - ORGANISATION DU TITULAIRE.....	10
13.1 Sous-traitance.....	10
13.2 Groupement.....	10
14 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	10
14.1 Clause environnementale.....	10
14.2 Responsabilité environnementale.....	10
15 - DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
15.1 Droits du titulaire.....	11
15.2 Obligations du titulaire.....	12
15.3 Responsabilité du titulaire.....	13
15.4 Propriété intellectuelle.....	14
16 - PENALITES.....	15
16.1 Pénalités de retard.....	15
16.2 Pénalités pour indisponibilité du service d'assistance en ligne.....	16
16.3 Pénalité pour sous-traitance non déclarée.....	16
17 - SANCTIONS EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE.....	16
18 - RESILIATION DU MARCHE.....	17
19 - DROIT ET LANGUE.....	17
20 - AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	17
20.1 Arrêt des prestations.....	17
20.2 Lutte contre le travail détaché illégal.....	17
20.3 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	18
21 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....	18
21.1 Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne.....	18
21.2 Règlement contentieux des différends.....	19
22 - DEROGATIONS AU CCAG.....	20

1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la maintenance des certificateurs de câblage FLUKE¹ de la DGFIP et des prestations associées.

L'ensemble des prestations est détaillé dans le CCTP.

2 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé en application des articles [L2124-2](#) et [R2124-2](#) du Code de la commande publique (CCP).

3 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti. En application de [l'article L. 2113-11 du CCP](#), la DGFIP, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur justifie le non-allotissement par l'homogénéité des prestations.

4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le marché est mono-attributaire

Il est conclu sans minimum en quantité ou en valeur et avec un maximum uniquement en valeur en application des articles [R. 2162-1](#), [R. 2162-4 2°](#), [R. 2162-6](#), [R. 2162-13](#) et [R. 2162-14](#) du CCP.

Le montant maximal, apprécié sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises est mentionné à l'article 6 du présent CCAP.

Les prestations sont réalisées sur la base de prix forfaitaires.

Il est exécuté par émission de bons de commande.

5 - DUREE DU MARCHÉ

5.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois, reconductible deux (2) fois soit une durée totale de quarante-huit (48) mois à compter de sa date de prise d'effet qui est fixée à la date de notification du marché.

5.2 Reconduction du marché

Conformément à l'article R2112-4 du CCP, l'accord-cadre est tacitement reconductible à la date anniversaire de sa prise d'effet, par période de douze (12) mois.

Si la personne publique décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, elle notifie sa décision au titulaire au minimum un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La décision de non reconduction n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation, ni dédommagement du titulaire. Le titulaire reste engagé et est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues pendant la période allant de la notification de la non-reconduction jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

¹ Modèles Fluke DSX-5000 et leurs accessoires.

6 - MONTANT MAXIMAL

En application de l'[article R. 2162-4](#) 2° du CCP, le montant maximum des bons de commande pouvant être émis durant la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, s'élève à 500 000 € HT.

7 - LIEU D'EXECUTION

L'exécution de l'ensemble des prestations se déroule dans les locaux du titulaire.

8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement signé électroniquement par le titulaire et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DGFIP-DGS-2400034;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DGFIP-DGS-2400034 du 03/02/2025 et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TIC) en cours de validité à la date des offres ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les réponses aux questions ou demandes de précisions relatives aux clauses administratives et techniques apportées par la DGFIP au dossier de consultation des entreprises pendant la phase de consultation des entreprises
- L'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation des clauses simplifiées de cybersécurité ;
- L'offre technique du titulaire.

L'accord-cadre est constitué des pièces et documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des documents des parties. En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Délais d'exécution des prestations

Prestations	Point de départ du délai	Fin du délai
Remise en état	Date du signalement	Vingt (20) jours calendaires
Mise à disposition d'un matériel de prêt	Date de la demande de prêt faite par l'administration	Sept (7) jours calendaires
Calibrage du matériel	Date d'expédition du matériel sur demande du titulaire	Huit (8) jours calendaires

Production du suivi annuel	1er jour qui suit la date anniversaire de la notification du marché	Quinze (15) jours ouvrés
----------------------------	---	--------------------------

9.2 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande des prestations prévues dans l'article 6 CCTP sont émis trimestriellement à terme échu par le DGS.

Chaque bon de commande, établi *via* l'application CHORUS, est adressé au titulaire obligatoirement par voie dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique unique et pérenne. Tout changement d'adresse électronique doit être communiqué sans délai au DGS.

La personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro de bon de commande et une date de commande ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du présent marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'objet de la prestation commandée ;
- le délai et le lieu d'exécution de la prestation ;
- les dates de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la nature des prestations ;
- le prix unitaire de chaque prestation ;
- le prix total HT et TTC de la commande ;
- le montant de TVA en vigueur ;
- l'adresse de facturation.

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de sa réception pour adresser à la personne publique ses remarques et observations sur les indications portées au bon de commande.

La personne publique rédigera, le cas échéant, un bon de commande rectificatif qui annulera et remplacera le précédent. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée.

Les bons de commande sont émis pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne peut dépasser la date de fin du marché de plus de trois (3) mois.

A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne sera émis.

Les prestations seront exécutées dans le délai maximal prévu par le bon de commande ou le marché.

Les retards d'exécution et de fourniture de livrables pourront entraîner des pénalités précisées à l'article 16 du présent CCAP.

Le titulaire peut solliciter par écrit une prolongation du délai d'exécution. L'accord écrit du pouvoir adjudicateur permet au titulaire d'être exonéré de l'application des pénalités de retard pour la période correspondant au report de délai.

Cette prolongation peut être justifiée par :

- un changement du montant des prestations ou une modification de l'importance de certaines d'entre elles,
- une rencontre de difficultés imprévues au cours de l'exécution des prestations,
- un ajournement des prestations décidé par la personne publique ou un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires mises à sa charge.

L'importance de la prolongation est décidée par la personne publique.

Dans le cas d'intempéries, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur,

entraînant un arrêt de travail sur le lieu des prestations, les délais d'exécution sont prolongés. Cette prolongation est notifiée par le titulaire par ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de jour réellement constaté au cours desquels le travail a été arrêté du fait des intempéries.

9.3 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions ci-après :

Chaque prestation fait l'objet de vérification et réception.

Les opérations de vérification ne comprennent ni vérification d'aptitude ni vérification de service régulier.

Les opérations de vérification sont effectuées trimestriellement.

A la fin des vérifications afférentes à chaque prestation demandée, la personne publique prendra, pour la prestation concernée, l'une des décisions prévues à l'[article 34 du CCAG-TIC](#) (réception, ajournement, réfaction, rejet).

Le délai pour procéder aux opérations de vérification et pour notifier la décision expresse de réception, d'ajournement, de réfaction et de rejet est de quinze (15) jours calendaires à compter du dernier jour du trimestre civil d'exécution des prestations.

Passé ce délai, la décision de réception est réputée acquise.

10 - EVOLUTION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION

En application de l'[article L. 2194-1](#) du CCP, pendant l'exécution du marché et dans les limites de l'objet du marché, l'administration peut proposer au titulaire des modifications ou accepter des modifications qui lui seraient proposées portant sur le périmètre des prestations fournies, sans que ces modifications aient un caractère substantiel (en application de l'[article R. 2194-7](#) du CCP).

Selon le cas et la nature des modifications, l'évolution de la ou des prestations est formalisée par un avenant porté par la DGFIP transmis au titulaire *via* la PLACE, avec ou sans modification de l'annexe financière.

Le marché pourra être également modifié par avenant dans les cas suivants :

- si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement à la double condition que :
 - le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
 - la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.
- en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :
 - le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
 - la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.
- en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

11 - REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Le marché comporte des prestations à prix unitaire et révisable.

Prestation	Détail
Maintenance des matériels et accessoires	<ul style="list-style-type: none">- le remplacement ou la remise en état- la mise à jour des microcodes (firmware)- le calibrage annuel- le transport- un service d'assistance en ligne- la fourniture de suivis statistiques annuels

Les prix comprennent tous les frais et les dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les fournitures et les prestations, ainsi que tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites aux cahiers des charges et annexes.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et restent inchangés quel que soit le délai d'exécution des commandes.

11.2 Modalités de revision des prix

11.2.1 Détermination des prix révisés

Les prix sont fermes pour les deux premières années du marché, ils sont ensuite révisés, au début de la troisième et quatrième année dans les conditions suivantes :

$$P = P_o \times (\text{CPF } 95.11 / \text{CPF } 95.11_o)$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA ;

P_o = prix de l'offre ;

CPF 95.11 = dernier indice trimestriel publié à la date de révision²

CPF 95.11_o = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent³.

Indice INSEE utilisé = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 95.11 – Services de réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques - Identifiant 010766613

Le coefficient de révision final applicable au prix indiqué en annexe à l'acte d'engagement est arrondi au centième supérieur.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

11.2.2 Modalités de mise en oeuvre de révision des prix

La révision des prix est à l'initiative du DGS qui adresse par courriel au titulaire un projet d'annexe financière révisée à l'appui des pièces justifiant l'évolution de l'indice et le détail du calcul, y compris en cas de maintien des prix existants.

En cas d'accord sur la révision de prix proposée, le titulaire adresse l'annexe financière révisée sur la nouvelle période, dûment signée et datée par une personne habilitée.

² Y compris indice non définitif.

³ Y compris indice non définitif.

En cas de désaccord, le titulaire fait part de ses observations et de son calcul à cette même adresse électronique avec, à l'appui, les pièces justificatives correspondantes permettant l'échange contradictoire sans délai avec le DGS afin d'obtenir une validation de l'annexe financière révisée.

12 - FACTURATION

12.1 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

12.2 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- les références de la facture ;
- la date d'émission de la facture ;
- les nom, adresse et numéro SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- les nom et adresse du service destinataire de la facture ;
- le code d'identification du service exécutant en charge du paiement ;
- le numéro CHORUS et la date du présent marché ;
- le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le prix net unitaire hors taxes ;
- le taux de TVA, en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'[article 269 du code général des impôts](#) ;
- le prix total hors taxes ;
- le prix toutes taxes comprises.

Doivent figurer sur les factures :

- le code service exécutant du comptable assignataire : **FAC9470075**
- l'adresse de facturation du comptable assignataire qui est la suivante :
Service du contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM)
Centre de gestion financière du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique
Bâtiment Necker – Télédocus 716
120, Rue de Bercy
75 572 PARIS Cedex 12
- ✓ En cas de sous-traitance, les factures du ou des sous-traitants(s) indiquent également :
 - la qualité du sous-traitant présentant sa facture et le nom du titulaire du marché ;
 - le n° SIREN du sous-traitant.
- ✓ En cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter la demande de paiement

En application de l'[article R. 2193-10](#) du CCP, si le montant dû au(x) sous-traitant(s) est égal ou supérieur à 600 euros TTC, les factures de ce dernier indiquent également :

- la qualité du sous-traitant présentant sa facture et le nom du titulaire ;

- le n° de SIREN du sous-traitant.

En cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter la demande de paiement à la direction bénéficiaire.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de réception par les services de la personne publique ou à mentionner son numéro sur la facture.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme, au sens de l'article 4 du [décret n°2013-269 du 29 mars 2013](#).

12.3 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

12.3.1 Les différents modes de transmission des factures

12.3.1.1 Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

12.3.1.2 Mode service ou API (Acpplication Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

12.3.1.3 Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : [https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique « nous contacter »](https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique%20nous%20contacter)

12.4 Modalités de paiement

Le paiement est effectué par virement après ordonnancement, dans les conditions prévues par les articles [L. 2192-10 à L. 2192-15](#), [R. 2192-10 à R. 2192-36](#) et [R2192-37](#) du CCP.

En cas de retard de paiement de l'administration, défini à l'article L. 2192-12 du CCP, des intérêts moratoires sont appliqués de droit en vertu des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 à 36 du CCP.

13 - ORGANISATION DU TITULAIRE

13.1 Sous-traitance

La sous-traitance est régie par les articles [L. 2193-1 à L. 2193-14](#) et [R. 2193-1 à R. 2193-22](#) du CCP.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du sous-traitant proposé par le titulaire.

La non présentation d'un sous-traitant à la DGFIP entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 16.3 du présent CCAP.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique (dans les conditions prévues à l'[article 3.6.3 du CCAG TIC](#)).

Si le titulaire déclare un ou des sous-traitants durant l'exécution du marché public, il précise à la DGFIP leurs capacités professionnelles et financières et adresse à la DGFIP le ou les formulaires de déclaration de sous-traitance ([DC4](#)) accompagnés des pièces justificatives prévues à cet effet.

Le titulaire ne peut déléguer sa responsabilité à un ou plusieurs de ses sous-traitants éventuels.

13.2 Groupement

Le titulaire du marché public peut être un groupement solidaire ou un groupement conjoint.

Si le titulaire est un groupement conjoint, son mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

14 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article [L. 2112-2](#) du CCP en prévoyant des spécifications techniques et des conditions d'exécution des prestations à caractère environnemental.

14.1 Clause environnementale

Dans la cadre de ce marché, le titulaire s'engage à :

- limiter les émissions de carbone dans le cadre des déplacements par la mise en place d'une politique de mobilité propre ;
- veiller à la gestion des déchets papier produits dans le cadre de l'activité ;
- mettre en oeuvre des mesures pour générer des économies d'énergie et limiter la production de gaz à effet de serre (bâtiment) au sein de ou des établissement(s) comme la consommation d'électricité.

Pour objectiver les évolutions en matière de mesures environnementales identifiées par le titulaire dans son offre, le titulaire établit chaque année une présentation sous forme de synthèse des actions menées à l'occasion de la réunion de bilan annuel (cf article 9.1.2 du CCTP).

Cette synthèse comprend les actions du titulaire et celles de ses éventuels sous-traitants.

Conformément à l'[article 7 du CCAG-TIC](#), le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales.

14.2 Responsabilité environnementale

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). A ce titre le titulaire s'assure également du respect et de la conformité des produits à la réglementation relative à la

limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances).

- L'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006.

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le titulaire s'y conforme et communique au bénéficiaire les mesures mises en œuvre.

Dans tous les cas et sur simple demande du bénéficiaire, le titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent marché.

15 - DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

15.1 Droits du titulaire

15.1.1 Avance

15.1.1.1 Avance versée au titulaire en d'exécution personnelle des prestations

Le titulaire bénéficie, sauf refus de sa part, de l'avance prévue aux articles [L. 2191-2](#) et [L. 2191-3](#) et [R2191-3](#) et [R2191-7](#) du CCP.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxes.

Le taux est porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise, au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat..

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles [R2191-11](#) et [R2191-12](#) du Code de la Commande publique.

15.1.1.2 Avance versée au titulaire en cas de sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article [R2193-18](#) du CCP, l'avance versée au titulaire sera calculée sur la base du montant commandé au titre du marché diminué du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

La détermination du montant de l'avance et les modalités de son remboursement sont identiques à ceux de l'avance versée au titulaire.

15.1.1.3 Avance versée au sous-traitant

Le droit du sous-traitant bénéficiaire du paiement direct à une avance est ouvert, sur demande, dès la notification du marché ou de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

L'avance est calculée et versée dans les conditions prévues à l'article [R2193-19](#) du CCP.

15.1.2 Acomptes

Conformément à l'article [L.2191-4](#) du CCP, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du présent marché ouvre droit à perception d'un acompte.

Celui-ci est versé à la demande du titulaire et dans les conditions prévues aux articles [R.2191-20](#), [R.2191-21](#) et [R.2191-22](#) du CCP.

En vertu de l'article R2191-22 du CCP, la périodicité du versement des acomptes est fixée au

maximum à trois (3) mois. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un (1) mois sur demande de celui-ci.

Si le titulaire souhaite bénéficier du versement d'un acompte, il adresse les justificatifs des dépenses qu'il a engagées au service de la direction bénéficiaire à l'origine de la commande.

Ces justificatifs ne revêtent pas obligatoirement la forme d'une facture. Ils peuvent consister en de simples attestations des dépenses engagées émises par le titulaire.

Le service émetteur de la commande vérifie les justificatifs transmis par le titulaire et établit sur la base de ces documents un état d'acompte qui reprend l'ensemble des éléments qu'il a validés (en référence à l'arrêté en vigueur portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'État).

Il adresse ce document au comptable assignataire après l'avoir signé, accompagné des justificatifs de dépense transmis par le titulaire.

15.1.3 Nantissement ou cession de créances

Le présent marché public peut faire l'objet de cession ou nantissement de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles [L. 2191-8](#) et [R.2191-45 à R 2191 -63](#) du CCP.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article [R. 2191-60](#) du CCP est désigné dans l'acte d'engagement. Les coordonnées du comptable en charge du paiement figurent à l'article 12.2 du présent CCAP.

15.2 Obligations du titulaire

15.2.1 Retenue de garantie et cautionnement

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

15.2.2 Assurance

Le titulaire justifie, avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit un contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou leurs modalités d'exécution.

Une attestation délivrée par la compagnie d'assurance établissant l'étendue de la garantie et mentionnant que le titulaire ne présente aucun retard dans le règlement des cotisations, doit être fournie dans un délai indiqué dans la lettre d'attribution du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du DGS et dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation sur demande de la DGFIP en cours de marché, sans que ne soit opérée immédiatement une substitution de garantie acceptée par la DGFIP, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire après mise en demeure faite via la PLACE.

15.2.3 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux logiciels et prestations fournies à l'acheteur.

Dans ce cadre, le titulaire notifie à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signaler les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

15.2.4 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Pour les prestations, produits, services fournis dans le cadre du marché, le titulaire met à disposition un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique (notamment flux RSS/ATOM, liste de diffusion par courriel ou autre).

Ce dispositif vise à tenir les bénéficiaires informés des événements et changement impactant la sécurité, notamment liés à la connaissance d'une vulnérabilité impactant le système (annonce de correctif, attaque en cours, violation des données à caractère personnel), et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer.

15.2.5 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Le titulaire et l'ensemble des personnes associées à l'exécution des prestations sont tenus à l'obligation de secret professionnel définie aux articles 226-13 et 226-14 du Code pénal, à la discrétion et au maintien de la confidentialité, y compris après l'expiration du marché public.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant, à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

15.2.6 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations (cf. notamment annexes I et II).

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de la personne publique est soumis aux mêmes conditions générales que celles applicables à tout agent au service de l'Etat. Il est tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale notamment en ce qui concerne la sécurité.

Dans le cadre des opérations de réversibilité et de transférabilité, le titulaire met en oeuvre les mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations, en conformité avec les réglementations applicables.

Dans la phase de transfert, l'assurance de la sécurité réside notamment dans :

- la gestion des accès, habilitations ;
- le transfert des responsabilités ;
- la fourniture d'informations nécessitant des mesures de protection adaptées ;
- la gestion de la continuité de l'activité.

15.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

15.4 Propriété intellectuelle

15.4.1 Régime des résultats

En matière de propriété intellectuelle il est fait application de l'[article 46 du CCAG-TIC](#).

Le titulaire concède au bénéficiaire des garanties de droit et de fait associées, à titre non exclusif et au fur et à mesure de leur réalisation, le droit d'utiliser et d'exploiter l'ensemble des livrables pour les besoins découlant de l'objet du marché.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs aux éléments précités est effectuée pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour le monde entier, sans restriction. La présente cession porte sur l'ensemble de ces éléments, dans toutes leurs versions, qu'elles soient achevées ou inachevées.

Il est précisé que les droits concédés comprennent

- **pour le droit de reproduction** : le droit de reproduire ou de faire reproduire tout ou partie des éléments fournis, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique, CD-Rom, CD-I, DVD ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu, actuel ou futur et ce, sans limitation de nombre ;
- **pour le droit d'adaptation** : le droit de traduire ou d'adapter les éléments, en tout ou partie, en toute langue ou en tout langage, le droit de les corriger, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions, de les modifier, assembler, transcrire, arranger, de les transcrire en tout ou partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie, vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce, sur tout support ;
- **pour le droit d'exploitation** : le droit de rétrocéder à des tiers, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une licence ou tout type de contrat, sous toute forme, tout ou partie des droits concédés, à titre temporaire ou définitif ;
- **pour le droit de représentation** : le droit de diffuser ou de faire diffuser tout ou partie des éléments, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, notamment par tout support, notamment, mentionné au présent article, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, aux fins d'effectuer toute forme de traitement ;
- **pour le droit d'usage** : le droit de faire usage et d'exploiter, à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, les éléments.

Il est convenu que la rémunération de la concession des droits prévus au présent article est incluse dans le prix perçu par le titulaire au titre du marché, les bases de calcul d'une rémunération proportionnelle ne pouvant être pratiquement déterminées.

Le présent article demeure en vigueur après la cessation du marché, pour quelque cause que ce soit.

15.4.2 Garantie d'éviction

Le titulaire s'engage à respecter l'intégralité des droits du fabricant, en particulier les droits relatifs aux micro-codes et aux mises à jour correspondantes.

Si une action en contrefaçon est intentée contre la personne publique au motif qu'une des informations, concepts, spécifications, instructions, logiciels, données ou composants (le composant) fourni par le titulaire et utilisé par la personne publique violerait un droit de propriété intellectuelle, le titulaire indemniserait la personne publique sous réserve que :

- la réclamation ait été notifiée au titulaire dans un délai de trente (30) jours au plus ou dans le délai prescrit le cas échéant par la loi ;
- la personne publique fournisse l'assistance au titulaire, l'information et les moyens nécessaires pour sa défense ou pour régler le litige.

Si le titulaire estime que le composant peut avoir violé les droits d'un tiers, le titulaire pourra à son choix modifier le composant pour faire cesser la violation (tout en conservant l'essentiel des fonctionnalités ou de la finalité) des droits de tiers ou obtenir une licence qui permette à la personne publique de continuer à utiliser le composant. Si aucune de ces actions n'est

économiquement acceptable, le titulaire aura la faculté de mettre fin à la licence du composant concerné, d'en exiger la restitution, et de rembourser à la personne publique les redevances de licences payées pour lesdits logiciels ainsi que les redevances de support technique payées d'avance prorata temporis.

La personne publique ne pourra prétendre à aucune indemnisation si elle modifie le composant ou si elle l'utilise autrement que comme prévu à la documentation du titulaire ou si elle utilise une version qui n'est plus commercialisée, ou si la contrefaçon aurait pu être évitée par l'utilisation d'une version courante non modifiée du composant fourni à la personne publique.

La personne publique ne pourra prétendre à aucune indemnisation si la réclamation est fondée sur un composant non fourni par le titulaire. Les présentes dispositions constituent la limite de la garantie du titulaire en matière de contrefaçon.

16 - PENALITES

Des pénalités peuvent être mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché public dans les conditions définies aux articles suivants.

Aucune pénalité n'est appliquée si le retard est dû à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre les directions bénéficiaires en mesure de le constater en temps utiles.

Les pénalités sont cumulables, s'il y a lieu, et ne sont pas plafonnées.

Aucune mise en demeure préalable des directions bénéficiaires n'est nécessaire pour appliquer les pénalités, qui sont déduites de la facture correspondante ou de la facture suivante selon le montant.

Les pénalités ne sont pas libératoires de l'exécution de l'obligation de faire qui pèse sur le titulaire.

16.1 Pénalités de retard

16.1.1 Pénalités de retard pour le remplacement et/ou la remise en état du matériel

Sauf si le retard est imputable à une direction bénéficiaire, tout retard constaté dans le remplacement et ou la remise en état du matériel au regard du délai maximum de réalisation indiqué à l'article 9.1 du présent CCAP peut entraîner une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P1 = \text{nombre de jours ouvrés de retard} \times 30 \text{ €}$$

Le nombre de jours de retard est calculé en jour ouvré, à compter du jour ouvré suivant la date d'expiration du délai de remplacement ou de remise en état jusqu'au jour inclus de remplacement ou de remise en état effective.

L'information du titulaire sur l'application des pénalités est effectuée par courriel.

16.1.2 Pénalités de retard pour la mise à disposition du matériel de prêt

Sauf si le retard est imputable à une direction bénéficiaire, tout retard constaté dans la mise à disposition du matériel de prêt au regard du délai maximum de réalisation indiqué à l'article 9.1 du présent CCAP peut entraîner une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P2 = \text{nombre de jours ouvrés de retard} \times 30 \text{ €}$$

Le nombre de jours de retard est calculé en jour ouvré, à compter du jour ouvré suivant la date d'expiration du délai de mise à disposition du matériel de prêt jusqu'au jour inclus de mise à disposition.

L'information du titulaire sur l'application des pénalités est effectuée par courriel.

16.1.3 Pénalités de retard pour la mise à disposition du matériel ayant fait l'objet du calibrage annuel

Sauf si le retard est imputable à une direction bénéficiaire, tout retard constaté dans la mise à disposition du matériel de prêt au regard du délai maximum de réalisation indiqué à l'article 9.1 du présent CCAP peut entraîner une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P2BIS = \text{nombre de jours ouvrés de retard} \times 50 \text{ €}$$

Le nombre de jours de retard est calculé en jour ouvré, à compter du jour ouvré suivant la date d'expiration du délai de renvoi matériel calibré jusqu'au jour inclus de réception/

L'information du titulaire sur l'application des pénalités est effectuée par courriel.

16.2 Pénalités pour indisponibilité du service d'assistance en ligne

Une indisponibilité du service d'assistance en ligne dont les caractéristiques sont décrites à l'article 6.6 du CCTP peut entraîner une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P3 = \text{nombre de jours d'indisponibilité au-delà d'un jour ouvré} \times 100 \text{ €}$$

Le nombre d'heures d'indisponibilité est calculé à compter 1er jour ouvré jusqu'au rétablissement complet du service par le titulaire.

16.3 Pénalité pour sous-traitance non déclarée

La non présentation d'un sous-traitant à la personne publique, tel que prévu à l'article 13.1 du présent CCAP, entraîne l'application de pénalités calculées de la façon suivante:

$$P4 = \text{nombre de jours ouvrés de retard} \times 150 \text{ €}$$

Le nombre de jours de retard est calculé en jour ouvré, à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant jusqu'au jour de la déclaration réalisée auprès de la DGFIP au moyen du formulaire DC4 ou tout équivalent.

17 - SANCTIONS EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, la personne publique, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, se réserve la possibilité d'appliquer l'une des sanctions suivantes :

- une pénalité égale à 10% du montant hors taxe des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet.

Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;

- la résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'[article 50 du CCAG-TIC](#).

18 - RESILIATION DU MARCHE

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent marché lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de celui-ci, placé dans une situation ayant pour effet de l'exclure d'un marché public.

La résiliation ne peut être prononcée lorsque le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition qu'il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

En outre la personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent marché à tout moment, sans avoir à motiver sa décision, avec un préavis de deux (2) mois.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours ou de deux (2) mois si la décision a été prise sur le fondement de l'alinéa précédent.

De plus, en complément de l'article 50 du CCAG-TIC, en cas de non respect des règles de sécurité, le pouvoir adjudicateur peut résilier pour faute le marché avec mise en demeure dans les conditions de l'article susmentionné.

19 - DROIT ET LANGUE

Le présent marché relève du droit français.

L'usage de la langue française est obligatoire. L'ensemble des documents remis dans l'offre et produits durant l'exécution du marché, sont en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

20 - AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

20.1 Arrêt des prestations

La personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande, à tout moment, sans avoir à motiver sa décision. Cette décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, moyennant le respect d'un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire et ne vaut pas résiliation du marché. Seules les prestations effectivement accomplies ouvrent droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance ;
- le montant des pénalités ;
- au crédit du titulaire :
- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

20.2 Lutte contre le travail détaché illégal

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations.

Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;
- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles **50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i)** du CCAG-TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité.

20.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

21 - LITIGES ET CONTENTIEUX

21.1 Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze (15) jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des

ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr.

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

21.2 Règlement contentieux des différends.

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous les litiges entre les parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent marché, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal Administratif de Montreuil

7, rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL cedex

Téléphone : 01.49.20.20.00

Télécopie : 01.49.20.20.99

Mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

22 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-TIC sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après :

Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé	Article du présent CCAP dérogeant au CCAG-TIC
Article 10.2	Article 12.1 (Prix applicable date d'émission du BC)
Article 14	Article 18 (pénalités)
Articles 29 à 33	Article 10.3 (constation de l'exécution des prestations)